

# Le financement du développement entre libéralisation et interventionnisme

## Quelques leçons

### I. Introduction

L'économie du développement, apparue à la fin de la Seconde Guerre mondiale, avait pour objet de s'intéresser à l'étude des économies "retardataires" qui présentaient, selon les pionniers, des spécificités par rapport aux pays développés qui justifiaient la création d'une nouvelle discipline. Ces économistes cherchaient à substituer au mono-économisme de la théorie néo-classique, qui envisageait l'extension du pouvoir explicatif de ses hypothèses de base aux pays sous-développés, de nouveaux cadres théoriques capables de construire l'intelligibilité de ces situations spécifiques.

La théorie du développement a joué un rôle fondamental dans la rupture de l'unité du cadre néo-classique et la remise en cause de sa capacité à expliquer les phénomènes spécifiques aux pays sous-développés. Les pionniers ont réussi rapidement à identifier un objet d'étude spécifique qui justifie la création d'une nouvelle discipline scientifique et rompt avec la volonté des néo-classiques d'élargir leurs hypothèses de base à ce nouveau champ d'étude. Cette rupture a été rapidement admise dans les différents milieux scientifiques, et la théorie du développement a connu dès la fin des années cinquante une nette expansion et un engouement réel de la part des économistes. Ainsi, on a enregistré à partir de cette période une multiplication des centres de recherche et des formations académiques qui se sont intéressés aux problèmes du développement.

A partir des années cinquante, et en particulier dans les années soixante, la théorie du développement va renouveler les travaux sur les pays sous-développés et ouvrir de nouvelles perspectives de recherche (1). D'abord, la théorie du développement va démontrer que le sous-développement n'est pas un simple phénomène de retard. Mais il s'agit d'un phénomène daté historiquement qui correspond au blocage de l'accumulation et des dynamiques de croissance dans les pays sous-développés. Dans cette perspective, le sous-développement se caractérise par la domination exercée

**Hakim  
Ben Hammouda**

CODESRIA, Dakar

(1) Voir pour une présentation des différents paradigmes de la théorie du développement, Ph. Hugon, *Economie du développement*, Dalloz,

Paris, 1989 ; D. Hunt, *Economic theories of development : an analysis of competing paradigms*, Harvester Wheatsheaf, London, 1989 ; Ch. P. Oman et G. Wignaraja, *L'Evolution de la pensée économique sur le développement depuis 1945*, Centre de développement, OCDE, Paris, 1991.

(2) L'article de Perroux F., « Trois outils d'analyse pour l'étude du sous-développement », *Cahiers de l'ISEA*, Série F, n° 1, juillet 1952, a joué un rôle fondamental dans l'émergence de cette nouvelle grille d'analyse des phénomènes du sous-développement. Voir pour une présentation du débat sur l'origine du sous-développement l'article de G. De Bernis, *Le sous-développement : analyses ou représentations*, Revue *Tiers-Monde*, n° 57, 1973.

(3) Voir A. Emmanuel, *L'Echange inégal*, Maspéro, 1969.

(4) Voir sur ce consensus, H. W. Singer, « La création de la CNUCED et l'évolution de la pensée contemporaine sur le développement », Revue *Tiers-Monde*, tome XXXV, n° 139, juillet-septembre 1994.

(5) Voir sur cette période d'effervescence politique l'ouvrage de R. Malley, *The call from Algeria - Third worldism, revolution and the turn to islam*, University of California Press, Berkley, 1996.

(6) A. G. Frank, *Capitalisme et sous-*

par les pays développés sur les pays sous-développés, la désarticulation des structures productives dans ces pays et la non-couverture des coûts de l'homme (2).

Par ailleurs, la théorie du développement s'est intéressée à l'étude des relations de dépendance Nord-Sud. Ainsi, A. Emmanuel a développé, dès 1969 en se basant sur la théorie des prix de production, la théorie de l'échange inégal (3). Selon cette thèse, l'échange international n'est pas, comme le suggère la théorie des avantages comparatifs, profitable à tous les participants mais au contraire s'effectue au détriment des pays sous-développés.

La réflexion sur le développement durant cette période est caractérisée par une série de postulats admise par l'ensemble des auteurs (4). Tout d'abord, les facteurs externes étaient considérés comme hostiles au développement. Il était nécessaire de les convertir en facteurs positifs par le biais de la coopération internationale. Par ailleurs, l'Etat par son intervention était considéré comme un important agent de développement. Enfin, l'industrialisation était considérée comme le moteur du développement.

Parallèlement à cet intérêt croissant de la part de la littérature économique aux problèmes du développement, le Tiers-Monde commence à devenir de plus en plus une force incontournable dans les relations économiques internationales. Ainsi, la réunion de la Conférence afro-asiatique à Bandoung en 1955 a été à l'origine de la formation du groupe des non-alignés. L'ensemble des pays du Tiers-Monde cherche dans ce cadre à échapper à la bi-polarité qui caractérise le monde dans le contexte de la guerre froide. Ce regroupement va s'imposer comme un véritable interlocuteur des grandes puissances sur la scène internationale et imposer la création d'organismes internationaux comme la CNUCED qui s'intéressera aux problèmes de stabilisation des prix des produits de base. D'autre part, les non-alignés seront à l'origine dans les années soixante-dix de la montée de la revendication du Nouvel Ordre International.

La théorie du développement va se radicaliser dans les années soixante et sera essentiellement dominée par les théories de la dépendance. En effet, dans un climat d'agitation politique accentuée par la révolution cubaine et les mouvements de guérillas urbaines parallèlement à la crise des stratégies d'import-substitution entraînant un accroissement de la marginalisation des couches populaires, la théorie du développement sera influencée par cette effervescence politique et idéologique (5). En effet, le développement de la théorie de la dépendance en Amérique latine sera à l'origine de la popularisation de la fameuse thèse du développement du sous-développement de A. G. Frank (6). Cette théorie va préconiser des stratégies de rupture avec le capitalisme et concevoir un développement autonome et auto-centré (7).

La théorie de la dépendance a exercé durant les années soixante et le début des années soixante-dix une large influence dans la réflexion sur le développement et a été d'un apport considérable pour l'étude des mécanismes de dépendance entre les pays-foyers et les pays-satellites. Or, très

rapidement et en dépit de sa diversité, cette théorie a été assimilée au seul courant du développement du sous-développement et aux thèses de la stagnation des économies périphériques à la suite de la "crise inévitable du capitalisme dépendant" et de l'impossibilité du développement capitaliste autonome à la périphérie. Ainsi, la reprise de la croissance et les performances des économies sous-développées au début des années soixante-dix se sont traduites par une remise en cause de ce cadre théorique. En effet, le dynamisme de l'accumulation dans le Tiers-Monde, et en particulier dans les pays du Sud-Est asiatique, vont susciter un large mouvement de réflexion au sein du courant radical de la théorie du développement sur la méthodologie de la théorie de la dépendance et une remise en cause de ses résultats et de ses investigations (8).

La théorie du développement sera renforcée dans les années soixante-dix avec les réussites enregistrées par les pays du Tiers-Monde dans la modernisation de leurs structures économiques et l'accélération des dynamiques d'accumulation. Ces dynamiques de croissance ont profité de l'accroissement des ressources des pays du Tiers-Monde avec le relèvement des prix des matières premières. D'autre part, cette croissance industrielle a été alimentée par les placements des liquidités internationales sous forme d'emprunts aux pays du Tiers-Monde.

Cependant, ce contexte favorable au développement va changer à partir de la fin des années soixante-dix. En effet, le changement de priorités en matière de politiques économiques et les impératifs de lutte contre l'inflation se traduisent par une montée des taux d'intérêt et l'éclatement de la crise de la dette dans les années quatre-vingt. Par ailleurs, la chute des cours de matières premières a accentué les déséquilibres internes et externes des pays sous-développés et a aggravé la crise de la dette. Dans ce contexte et pour éviter la transformation de la crise de la dette en une crise financière généralisée, la communauté financière internationale va imposer la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI) comme interlocuteurs uniques dans la gestion de la crise de la dette.

L'avènement avec force des institutions de Bretton Woods dans le débat sur le développement va s'accompagner de profondes transformations, tant dans la pratique que dans la réflexion sur le Tiers-Monde. Une nouvelle ère en matière de développement est ouverte que les spécialistes vont assimiler au *consensus de Washington* (9).

Du point de vue théorique, le consensus de Washington va remettre en cause toute forme d'interventionnisme étatique et proclamer la suprématie du marché dans l'allocation des ressources. Ce discours se rattache à la problématique de l'équilibre général qui conçoit la possibilité d'une économie décentralisée suite à l'émergence des prix d'équilibre résultant de la confrontation sur le marché de l'offre et de la demande des agents économiques. D'autre part, le consensus de Washington remet à l'ordre du jour les théories de l'avantage comparatif pour critiquer les choix d'import-

*développement en Amérique latine : études historiques du Chili et du Brésil*, Maspéro, 1967.

(7) Voir pour une présentation des théories de la dépendance, M. Blomström and B. Hettne, *Development theory in transition*, Zed Books, London, 1984.

(8) Voir pour une critique des théories de la dépendance :

A. De Janvry, *The agrarian question and reformism in Latin America*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 1981 ; D. Seers (editor), *Dependency theory - A critical reassessment*, Frances Pinter, London 1983, second edition.

(9) Voir J. Williamson, « What Washington means by policy reform », in J. Williamson (ed.), *Latin American adjustment : how much has happened ?* Institute for international economics, Washington ; J. Williamson, « The Washington consensus

revisited », in L. Emmerji (ed.), *Economic and social development into the XXI century*, Inter-American Development Bank, Washington, 1997.

(10) Voir sur l'évolution de ces problématiques : N. Stern, « The economics of development : a survey », *The economic journal*, n° 99, septembre 1989.

(11) G. Grellet, « Pourquoi les pays en voie de développement ont-ils des rythmes de croissance aussi différents ? Un survol critique de quelques orthodoxies contemporaines », *Revue Tiers-Monde*, n° 129, janvier-mars 1992.

(12) Voir A. G. Franck, « Latin American development theories revisited : a participant review essay », *The journal of development research*, vol. 3, n° 2, décembre 1991.

(13) H. G. Romo, « De la pensée de la CEPAL au néo-libéralisme, du néo-structuralisme, une revue de la littérature sud-américaine », *Revue Tiers-Monde*, n° 140, octobre-décembre, 1994.

(14) Voir les témoignages d'une dizaine de pionniers : G. Meir et D. Seers (sous la direction de), *les Pionniers du développement*, Economica, Paris, 1988.

substitution ou d'industrialisation liée au marché interne, et pour justifier une insertion internationale basée sur les dotations en facteurs des pays sous-développés. Ainsi, *désengagement de l'Etat, régulation marchande et avantages comparatifs seront les maîtres-mots dans les années quatre-vingt du consensus de Washington* (10).

Les thèses des années soixante et soixante-dix sur le développement sont remplacées par une nouvelle orthodoxie caractérisée par trois postulats de base (11). Le premier postulat stipule que la croissance des nations est liée à leur plus grande ouverture sur l'extérieur. Le second postulat précise que l'accroissement de l'offre globale dépend de l'allocation des ressources. L'optimalité de l'allocation ne peut s'effectuer que dans un marché concurrentiel soumis aux impulsions du marché mondial. Enfin, la rapidité du développement dépend, selon la nouvelle orthodoxie, des incitations des agents et de leur compatibilité sociale.

Déclin des théories de la dépendance (12) et remise en cause des théories du développement sont les principales caractéristiques du contexte intellectuel des années quatre-vingt. Les "Chicago boys" chiliens vont s'ériger en maîtres à penser du développement en Amérique latine et dans les autres régions du Tiers-Monde (13). Le temps de la contestation est révolu, les pays du Tiers-Monde s'engagent dans la gestion des effets de la crise de la dette. Résignés, les pionniers assistent impuissants à la montée en force d'un néo-libéralisme qui réprouve leurs cadres théoriques et rompt avec les pratiques développementalistes (14). En effet, la logique marchande de l'ajustement structurel va se substituer à la planification du développement et à l'interventionnisme de l'Etat. Par ailleurs, les logiques d'insertion internationale et de spécialisation selon les avantages comparatifs vont se substituer aux logiques antérieures de développement du marché interne et de cohérence des structures productives dans le Tiers-Monde.

La question du financement a toujours occupé une place centrale dans la réflexion sur le développement. Dans la littérature et les politiques de financement, il est possible de distinguer deux grandes périodes dans le débat sur ces questions. La première va de la fin des années cinquante jusqu'à la fin des années soixante-dix. Cette période est marquée par les thèses interventionnistes sur la question du financement du développement. En effet, l'Etat devait jouer un rôle central dans le financement des économies sous-développées. Cette intervention pouvait prendre deux formes. D'abord, par le biais des banques publiques, en particulier en Afrique où les acteurs privés dans ce domaine étaient faibles, voire inexistants, qui devaient prendre en charge le financement des activités dans les secteurs stratégiques. Par ailleurs, l'intervention de l'Etat s'opérait par le biais de la politique monétaire à travers le maintien de taux d'intérêt réels faibles, voire négatifs, afin d'encourager les investissements. Ainsi, le secteur du financement du développement était considéré comme un secteur stratégique et l'Etat devait, par une intervention rigoureuse, réguler ce secteur. Or, la crise du développement, dès le début

des années quatre-vingt, a remis en cause ce paradigme qui a dominé la réflexion sur le financement du développement depuis les indépendances. Certaines critiques ont même considéré que l'interventionnisme étatique dans le secteur financier est à l'origine de la crise du développement dans la mesure où l'absence de critères de rentabilité dans les financements accordés par les banques a été à l'origine de l'inefficacité des investissements publics et privés dans les pays sous-développés.

La crise des années quatre-vingt s'est traduite par une remise en cause du paradigme interventionniste et l'émergence d'un nouveau cadre plus libéral en matière de financement du développement. Ainsi, on a cherché à privatiser les banques publiques, à libéraliser les mécanismes de formation des taux d'intérêt et, surtout, à favoriser le développement des marchés financiers. Or, si la plupart des pays africains ont opté pour ce nouveau mode libéral en matière de financement du développement, les pays asiatiques ont continué à encourager l'interventionnisme étatique dans le financement du développement. Ainsi, les deux décennies quatre-vingt et quatre-vingt-dix ont été marquées par la coexistence de deux paradigmes en matière de financement du développement. Un paradigme libéral qui se trouve au cœur des programmes d'ajustement structurel et qui a dominé la pratique et la réflexion en Afrique sur les questions de financement du développement et un paradigme plus interventionniste qui a caractérisé la pratique dans les pays asiatiques.

L'objectif de cet article est d'examiner les fondements de ces deux paradigmes et surtout leurs résultats en matière de développement. Cet examen nous permettra de retenir quelques leçons en matière de financement du développement sur le continent.

## **II. Libéralisation des structures de financement du développement en Afrique : des résultats limités en Afrique**

La crise du développement sur le continent s'est traduite dès le début des années quatre-vingt par la remise en cause des stratégies d'import-substitution et l'interventionnisme étatique dans les politiques de développement. En matière de financement du développement, l'adoption des programmes d'ajustement entraînera la libéralisation des structures de financement dans la plupart des économies africaines. Mais les résultats de ces stratégies ont été relativement limités, et elles n'ont pas favorisé une relance forte des investissements.

### **2.1. Crise du développement et ajustement structurel en Afrique**

Le début des années quatre-vingt va constituer un tournant important en Afrique. En effet, on assiste à la baisse des prix des matières premières qui représentent l'essentiel des exportations pour une grande partie de ces pays. Par ailleurs, le ralentissement de la croissance dans les pays développés va entraîner une baisse de leur demande vers le Tiers-Monde et peser

lourdement sur sa croissance. Enfin, le relèvement des taux d'intérêt et la hausse rapide du dollar vont déboucher sur la crise de la dette dans le Tiers-Monde. L'éclatement de cette crise, en août 1982, va amener les bailleurs de fonds à définir les moyens et les institutions destinés à empêcher la transformation de cette crise en une véritable crise financière pouvant entraîner l'effondrement du système financier international et à élaborer la stratégie internationale de la dette. Dès lors, le FMI devient, au niveau institutionnel, le principal organisme de gestion de la dette du Tiers-Monde. Ainsi, avant de négocier sa dette avec le Club de Paris pour les créances publiques, tout pays sous-développé doit avoir signé un accord de confirmation avec le FMI. La signature de cet accord exige l'engagement de la part du pays dans une lettre d'intention approuvée par le FMI à appliquer un programme d'ajustement structurel (PAS) défini en étroite collaboration avec les experts du FMI. L'objectif de ces PAS est de réduire les déséquilibres internes et externes et de freiner l'inflation tout en préservant un niveau de croissance stable. Mais plus qu'un aménagement des grands équilibres macro-économiques, il s'agit d'une véritable réorganisation des structures productives des pays sous-développés en vue de les aligner sur les prix mondiaux et les besoins de l'économie mondiale.

Cependant, le tournant des années quatre-vingt ne se limite pas à des changements de politique et de stratégie de développement. En effet, ces stratégies sont de plus en plus justifiées par de profondes mutations théoriques. La crise des tentatives de modernisation des structures économiques dans la plupart des pays sous-développés s'est traduite par le développement dans son sillage d'un discours sur la crise de l'économie du développement. Un contexte peu favorable à l'économie du développement s'est rapidement instauré dans le milieu des économistes. L'enthousiasme du début a cédé la place à un certain scepticisme et à une impuissance devant la crise du développement et la montée en force de la Banque mondiale et du FMI. Dans ce contexte, la théorie néo-classique va dominer de nouveau le champ de l'économie du développement et remettre en cause les théories du développement. La théorie néo-classique a fini par admettre certaines spécificités dans les économies sous-développées. Celles-ci résident dans (15) :

- le fonctionnement des marchés qui est moins harmonieux dans les pays sous-développés ;
- le caractère dualiste de l'économie avec une segmentation poussée du marché du travail ;
- la situation d'extrême pauvreté qui donne lieu à des comportements de la part des agents moins conformes aux postulats de la théorie standard. Les liens communautaires, par exemple, jouent un rôle déterminant dans la mise en place de réseaux de solidarité entre les agents. « Sous l'influence de facteurs inhabituels dans les pays riches, précisent les tenants de l'approche standard, la rationalité peut conduire à des réactions en apparence paradoxales aux évolutions du système de prix (16) » ;

(15) Voir  
J.-C. Berthélemy,  
J.-G. Devezeaux de  
Lavergne, F. Gagey,  
« L'économie du  
développement :  
présentation », *Economie  
et prévision*, numéro  
spécial « L'économie du  
développement », n° 97,  
1991.

(16) J.-C. Berthélemy,



– le partage consommation-épargne n'est pas guidé par les mêmes facteurs que dans les pays développés.

Mais ces différences ne justifient pas, selon les tenants de l'analyse standard, la définition d'une nouvelle discipline, l'économie du développement, pour analyser les problèmes des économies sous-développées. Au contraire, l'économie standard est capable d'analyser et de comprendre les questions du développement. Il suffit pour cela de quelques ajustements en particulier pour prendre en considération des comportements singuliers dans les pays sous-développés et développer les systèmes statistiques locaux pour améliorer la qualité des informations recueillies.

Ainsi, à partir du début des années quatre-vingt, on va assister, sur la base de la remise en cause de la théorie du développement, à un retour en force de la théorie néo-classique. Cette théorie va faire l'hypothèse de la supériorité du marché et de la concurrence dans l'allocation des ressources productives. Dans cette perspective, le modèle walrassien de base, qui va dominer les études du développement, sous l'influence des théories des anticipations rationnelles, va remettre en cause toute intervention étatique dans la régulation des économies sous-développées. En effet, la Banque mondiale précise qu'une intervention efficace de l'Etat n'est pas évidente, « car il suffit de peu de choses pour qu'en cherchant à améliorer les conditions dans lesquelles fonctionne le secteur privé, on les aggrave (17) ».

Ce nouveau corpus théorique dominant va développer une nouvelle lecture de la crise des économies sous-développées. Celle-ci sera analysée comme le résultat d'une stratégie de développement et de croissance industrielle orientée vers le marché interne et qui n'a pas réussi à se doter d'un secteur compétitif au niveau international. A. O. Krueger a repris ses analyses des années soixante-dix sur les rentes créées par la protection du secteur interne et ses conséquences en termes de faiblesse de l'efficacité des investissements industriels (18). La compétitivité des économies asiatiques démontre, selon A. Krueger, la forte corrélation entre la libéralisation des importations, la promotion des exportations et la croissance économique (19). Par ailleurs, les déséquilibres qui apparaissent sur les marchés des pays sous-développés sont liés, selon les travaux néo-classiques, à la forte intervention de l'Etat porteuse de fortes distorsions empêchant ainsi une égalisation de l'offre et de la demande.

Ainsi, la crise des économies sous-développées s'explique, selon les nouvelles analyses de l'économie du développement, par des stratégies de croissance orientées vers les marchés internes, les obstacles au libre-échange et à la concurrence, l'excès de la demande et l'intervention régulatrice de l'Etat.

Fort du cadre théorique walrassien et sur la base de cette analyse de la crise des tentatives de modernisation dans le Tiers-Monde, l'économie du développement va construire une nouvelle grille d'analyse, ce qu'il est

J.-G. Deveziaux de  
Lavergne et F. Gagey,  
*op. cit.*, p. I.

(17) Banque mondiale,  
*Rapport sur le  
développement dans le  
monde 1987*, Banque  
mondiale, Economica,  
Paris, 1987, p. 89.

(18) A. O. Krueger,  
« The political economy  
of rent-seeking society », *American economic review*,  
n° 64, 1974.

(19) A. O. Krueger,  
« Asian trade and growth  
lessons », *American  
economic review*, vol. 80,  
n° 2, may 1990.

convenu d'appeler le *consensus de Washington*. Il s'agit de l'ensemble des pratiques et des discours économiques s'inspirant de la théorie de l'équilibre, qui vont dominer le débat sur le développement et seront érigés par les institutions de Bretton Woods installées à Washington, le FMI et la Banque mondiale, en matière de gestion du développement.

Les PAS vont remplacer dans les années quatre-vingt les stratégies de développement. L'objectif de ces programmes est de résorber les déséquilibres internes et externes et d'assurer une meilleure insertion internationale des pays sous-développés dans l'économie internationale. La réforme du secteur financier est au cœur des programmes d'ajustement en Afrique.

## 2.2. Réformes financières et fragilisation du développement

Le consensus de Washington a marqué la réflexion et les pratiques sur le développement dans les années quatre-vingt. Les PAS, tout en cherchant à réduire les déséquilibres macro-économiques, se sont engagés dans un processus de réforme des différents secteurs économiques dont le secteur financier. Ainsi, ces pays ont entrepris des réformes financières inspirées par les théories de la répression financière de Gurley et Shaw. Selon ces théories, les pays sous-développés doivent, pour assurer le financement de leurs économies et compte tenu de l'épuisement des sources externes de financement, mobiliser leurs ressources internes. Ces ressources ne sont pas, comme l'ont prétendu les différents modèles d'endettement avec croissance dans les années soixante et soixante-dix, inexistantes, mais sont réprimées à cause de la faiblesse des rémunérations et de l'inadaptation des systèmes financiers.

A partir de là, les réformes financières conçues dans le cadre des PAS devaient assurer les conditions requises pour une mobilisation des ressources de financement internes et permettre, par conséquent, une modification profonde de la structure du financement du développement aux dépens des ressources externes. Ces nouvelles conceptions se situent dans la continuité des théories traditionnelles du financement du développement dans la mesure où elles font de l'épargne un préalable nécessaire au financement de l'investissement. La mobilisation de l'épargne intérieure passe, dans cette perspective, par la libéralisation des marchés de capitaux et le passage à des taux d'intérêt réels positifs.

La plupart des pays africains ont adopté une série de réformes financières visant la libéralisation de la formation des taux d'intérêt débiteurs et créditeurs, l'octroi des crédits par les banques, la création d'un marché inter-bancaire et la redynamisation du marché financier. Or, l'abolition de l'encadrement du crédit s'est traduite par un renchérissement rapide de son coût défavorisant l'investissement productif au profit des activités financières. Ainsi, on a enregistré une hausse rapide des taux d'intérêt dans les principaux pays africains. Au Nigéria et en Afrique du Sud, les taux



d'intérêt sont passés, respectivement, de 8,3 à 11,8 % et de 5,5 à 11,1 % entre 1980 et 1994. En Tunisie, les taux d'intérêt réels sont passés d'une moyenne de - 3 % durant la période 1981-1984 à une moyenne de 4,71 % en 1991. Cette croissance des taux est estimée à 27 % pour la seule année 1991. En Egypte, ces taux sont passés de 10% dans la décennie 80 à 19% en 1991. Ce renchérissement du crédit constitue une lourde charge pour les entreprises en exercice et décourage tout investissement nouveau.

Les auteurs ont critiqué les réformes financières imposées par le FMI et la Banque mondiale. Ces deux institutions avaient encouragé les pays sous-développés à libéraliser les structures de financement de l'économie et à supprimer les restrictions sur le mouvement des entrées et des sorties des capitaux afin d'assurer une répartition plus efficace et plus rationnelle des capitaux. Or, au lieu d'accroître l'épargne et l'investissement, la libéralisation financière a augmenté l'instabilité financière (20). En effet, les expériences des pays sous-développés ont montré que l'épargne ne réagit pas automatiquement au relèvement des taux d'intérêt comme le suggéraient les théories de la répression financière. L'épargne dépend des structures de répartition des revenus dans les pays sous-développés. Par ailleurs, le relèvement des taux d'intérêt a dissuadé l'investissement productif.

Ces remarques ont été à l'origine d'une remise en cause de la vision véhiculée par les théories de la répression financière sur l'épargne préalable à l'investissement. Certains auteurs renouent dans ce cadre avec la tradition keynésienne en insistant sur le rôle du crédit et des banques dans la création monétaire et le financement des investissements. Les expériences asiatiques ont, de ce point de vue, joué un rôle important dans la remise en cause des thèses de l'école de la répression financière et dans la réhabilitation du crédit. Ce contexte de hausse des taux d'intérêt a défavorisé les investissements productifs, et a été à l'origine d'un important mouvement de financiarisation des économies sous-développées. Par ailleurs, la libéralisation des marchés financiers et la suppression des restrictions devant les entrées et les sorties de capitaux étrangers ont été à l'origine d'une insertion des pays sous-développés dans les mouvements internationaux de capitaux. Cependant, les flux de capitaux à destination du Tiers-Monde ont été essentiellement des investissements de porte-feuille caractérisés par une forte mobilité, ce qui a augmenté l'instabilité et l'incertitude dans les économies sous-développées (21). La crise asiatique, suite à la libéralisation des réglementations sur les mouvements de capitaux, est venue confirmer la fragilité de ces flux et l'instabilité qu'ils imposent aux économies nationales.

Par ailleurs, les résultats des PAS ont été faibles. En effet, si certains pays ont enregistré quelques succès dans les efforts de stabilisation, les PAS ont échoué globalement à initier une nouvelle dynamique de croissance basée sur la promotion des exportations et l'insertion dynamique dans les flux de l'économie mondiale. Mais, parallèlement à ces résultats faibles,

(20) Y. Akyüz,  
« Libéralisation  
financière : mythes et  
réalités », Revue *Tiers-  
Monde*, tome XXXV,  
n° 139, juillet-septembre  
1994.

(21) D. Felix, « Mobilité  
financière internationale :  
effets déstabilisateurs et  
régulation », Revue *Tiers-  
Monde*, tome XXXV,  
n° 139, juillet-septembre  
1994.

(22) R. Sinha,  
« Economic reform in  
developing countries :  
some conceptual issues »,  
*World Development*, vol.  
23, n° 4, 1995.

du point de vue économique, les PAS ont eu des conséquences sociales importantes avec l'accroissement du chômage, la hausse de l'inflation et le désengagement de l'Etat de la sphère économique et, plus particulièrement, de la subvention des produits de première nécessité (22). Certes, on a enregistré dans les années quatre-vingt-dix une reprise de la croissance. Mais, elle reste très faible et fragile dans la plupart des régions sous-ajustement. En effet, les taux annuels de croissance entre 1990 et 1994 ont été respectivement de 2,3 % en Afrique du Nord et de 3,6 % en Amérique latine. En Afrique subsaharienne, la croissance a encore régressé, se situant autour de 0,9 % durant cette période.

Le ralentissement des dynamiques de croissance s'explique par une baisse des investissements productifs dans la plupart des pays du Sud. En effet, le taux d'investissement est passé de 23 % en 1980 à 17 % en 1994 en Afrique subsaharienne, de 25 % à 21 % en Amérique latine. En dépit d'une légère reprise de l'investissement dans les années quatre-vingt-dix, le taux d'investissement n'a pas atteint son niveau des années soixante-dix. Seuls les pays d'Asie du Sud-Est ont enregistré une hausse de leurs taux d'investissement passant de 29 à 36 % durant la même période.

Ces éléments sur la croissance et l'investissement permettent de souligner l'incapacité des mouvements de réforme à induire une nouvelle impulsion à la dynamique de développement dans les pays africains. Au même moment, les pays asiatiques continuaient à promouvoir une politique interventionniste en matière de financement du développement avec des résultats économiques importants, notamment en matière de croissance et d'investissement.

### III. Interventionnisme en Asie : alternative au libéralisme ?

Parallèlement aux résultats insuffisants des PAS et aux critiques théoriques adressées au modèle de base de ces expériences de stabilisation, le consensus de Washington a été surtout remis en question par les expériences de développement en Asie du Sud-Est. En effet, au moment où la plupart des pays du Tiers-Monde connaissent une forte dépression des dynamiques de croissance et une forte marginalisation dans l'économie mondiale dans les années quatre-vingt et jusqu'au milieu des années quatre-vingt-dix, en dépit de l'application de plusieurs PAS, les économies asiatiques réalisaient des taux de croissance record et réussissaient à améliorer leurs insertions internationales en devenant des exportateurs actifs de produits intensifs en nouvelles technologies.

Or, les expériences asiatiques étaient d'autant plus importantes que leurs stratégies semblent remettre en cause les recommandations du consensus de Washington et les prescriptions des PAS. Les expériences asiatiques ont fait l'objet d'une floraison d'études et d'interprétations. Plus particulièrement, deux courants ont cherché à privilégier l'étude des questions du financement du développement. Il s'agit du courant institutionnaliste et

d'un autre courant qui s'est préoccupé du rôle de l'Etat dans le secteur financier.

### 3.1. Les institutions financières au cœur du développement en Asie

Le courant néo-institutionnaliste s'est développé dans le champ de l'économie du développement à partir de la fin des années quatre-vingt. Ce courant cherchait à accroître la pertinence des cadres théoriques en prenant en considération les institutions qui jouaient un rôle important dans la régulation et la coordination des actions des agents dans une économie décentralisée. Ce courant contestait les modèles de la micro-économie walrassienne traditionnelle et la capacité du marché à assurer la cohérence et la coordination des intérêts contradictoires des différents intervenants. L'incapacité du marché trouve ses origines dans le caractère imparfait de l'information et de la concurrence qui réduit la rationalité des choix des agents. Dans cette perspective, l'intervention de l'Etat et d'autres institutions deviennent nécessaires afin de corriger les imperfections du marché.

On a assisté, au début des années quatre-vingt-dix, à l'émergence d'une pluralité de courants se réclamant de l'institutionnalisme en économie du développement (23). Pour ces courants, les modèles de l'équilibre walrassien ne sont pas en mesure de saisir et d'analyser les spécificités de l'accumulation et du comportement des acteurs dans les économies sous-développées. Les marchés du Tiers-Monde sont moins harmonieux, les marchés du travail sont plus segmentés, et les comportements des agents économiques laissent apparaître un décalage avec la rationalité maximisatrice des modèles de base (24). Ainsi, on constate dans les pays sous-développés de larges mouvements migratoires des campagnes vers les villes en dépit d'un vaste chômage urbain. Par ailleurs, les modalités de répartition font plus référence aux règles de partage et aux normes communautaires qu'aux normes de productivité de la micro-économie traditionnelle... Ces comportements s'éloignent des postulats des théories néo-classiques mais sont rationnels du point de vue des acteurs, selon le courant néo-institutionnaliste, dans la mesure où ils permettent aux agents de faire face aux incertitudes créées par les imperfections du marché.

Parallèlement à cette critique des fondements théoriques, le courant néo-institutionnaliste remet en cause les recommandations du consensus de Washington et les stratégies libérales des PAS. En effet, ces économistes considèrent qu'une intervention régulatrice de l'Etat est nécessaire au fonctionnement des économies décentralisées. Par ailleurs, la mise en place de dynamiques de croissance stable et cohérente exige, selon les néo-institutionnalistes, la structuration d'une série d'institutions de discussion, de négociation et de prise de décision entre les différents agents économiques, notamment entre l'Etat et les entreprises privées. Ces institutions permettent une plus grande participation des différents acteurs

(23) Voir A. Israël, *le Développement institutionnel. Les organisations à l'épreuve de la spécificité et de la concurrence*, L'Harmattan, Paris 1996 ; H. Yong, « Economie néo-institutionnelle et développement. Une analyse synthétique », *Revue d'économie du développement*, n° 4, 1994.

(24) Voir J. E. Stiglitz, « Economic organisation, information and development », in H. Chenery et T. Srinivasan (editors), *Handbook of development economics*, vol. I, Elsevier science publishers, Amsterdam 1988.

dans la gestion de l'économie et assurent une internalisation des choix et des options par ces acteurs.

Cependant, cette critique des fondements théoriques et des stratégies proposées par le consensus de Washington ne signifie pas une rupture totale avec le modèle de l'équilibre général. Au contraire, le néo-institutionnalisme cherche à étendre le champ d'explication du courant néo-classique en donnant un contenu micro-économique aux institutions. Ainsi, les institutions naissent, selon ce courant, du comportement maximisateur des agents économiques. Ces institutions permettent aux différents agents de minimiser l'incertitude liée à une information et à une concurrence imparfaites. Cette conception rompt avec les conceptions holistes des pères fondateurs de l'institutionnalisme comme J. R. Commons.

Le courant institutionnaliste s'est intéressé aux expériences de développement du Sud-Est asiatique. D'ailleurs, J. Stiglitz, un des principaux tenants de ce courant, a participé aux travaux de la Banque mondiale sur les expériences asiatiques et a joué un rôle déterminant dans les aspects sur le financement du développement du rapport de la Banque sur le miracle asiatique (25). Mais les grilles néo-institutionnalistes se sont distinguées de l'approche en termes de "market-friendly" de la Banque en mettant l'accent d'une manière plus significative sur l'information imparfaite et les imperfections du marché.

J. Stiglitz considère, à la suite de Debreu et de Arrow, que le fonctionnement des marchés exige la réunion de trois conditions essentielles : l'absence d'externalités et de biens publics, la concurrence parfaite et l'existence d'un système complet de marchés (26). Or, l'examen des situations des pays sous-développés permet à J. E. Stiglitz de retenir les caractéristiques suivantes :

- les marchés sont étroits et inexistants, ce qui fait que les prix ne peuvent être considérés comme des indicateurs de rareté,
- la faiblesse des marchés signifie également que les prix ne peuvent pas jouer leur rôle de coordination et suppose une intervention de l'Etat dans la coordination des différentes activités économiques,
- l'acquisition des nouvelles technologies comporte des risques qui découragent les entreprises des pays sous-développés,
- les firmes ont des tailles relativement faibles qui ne leur permettent pas de bénéficier des rendements d'échelle,
- les entreprises ne disposent pas de capacité de négociation stratégique, ce qui exige une intervention de l'Etat afin de les aider dans les négociations difficiles.

Ainsi, le faible développement des marchés et le caractère imparfait de l'information et de la concurrence limitent, selon J. Stiglitz, la validité des approches pures de l'équilibre général et exigent la prise en considération de l'Etat et des différentes institutions dans la régulation des économies décentralisées (27). Ces institutions n'ont pas pour fonction de contester

(25) Voir R. Wade (1996), *op. cit.*

(26) J. E. Stiglitz, « Some lessons from the East-Asian miracle », *The World Bank research observer*, vol. 11, n° 2, august 1996.

(27). J. E. Stiglitz (1996),

la supériorité de la régulation marchande mais de corriger ses imperfections. A ce niveau, les “succès asiatiques” proviennent de la capacité de ces économies à mettre en place des institutions efficaces et qui ont contribué activement dans la régulation et la continuité de ces dynamiques de croissance. Cependant, l'échec des expériences socialistes dans les pays de l'Est démontre, selon J. E. Stiglitz, qu'un haut degré d'interventionnisme de l'Etat n'est pas nécessairement synonyme de grande efficacité.

*op. cit.*

Les expériences asiatiques ont surtout démontré, selon J. Stiglitz, la capacité de l'Etat à organiser la concurrence (28). En effet, les différents Etats de la région ont réussi à établir des relations de coopération entre les milieux d'affaires, entre les entrepreneurs et le monde du travail, entre les petites entreprises et les grandes entreprises. De ce point de vue, les conseils d'affaires ont joué un rôle important dans le développement de cette collaboration. Mais cette coopération n'exclut pas un niveau de concurrence entre les différents acteurs.

(28) J. Stiglitz (1996),  
*op. cit.*

Le néo-institutionnalisme accorde également à l'Etat un rôle important dans la promotion des exportations, particulièrement en créant les organes nécessaires à la fourniture des informations indispensables à ces activités (29). En effet, les exportateurs, dans les pays sous-développés rencontrent des difficultés pour identifier les marchés potentiels à leurs exportations et les produits recherchés par ces marchés. De ce point de vue, la création d'institutions spécialisées dans la collecte et la diffusion des informations nécessaires a permis le développement des activités exportatrices des pays asiatiques. Par ailleurs, ces activités ont bénéficié également des infrastructures mises en place par l'Etat, l'accès préférentiel aux financements et aux devises étrangères.

(29) J. E. Stiglitz (1996),  
*op. cit.*

Mais J. Stiglitz accorde une place de choix aux institutions financières dans les expériences de développement réussies en Asie du Sud-Est (30). Dans cette analyse, l'auteur souligne que les Etats asiatiques sont intervenus d'une manière intensive dans le fonctionnement de leurs systèmes financiers. Les pouvoirs publics ont aidé à la création des banques et des institutions financières spécialisées, ont régulé fortement leur fonctionnement en orientant le crédit vers des secteurs aux dépens d'autres et en le subventionnant.

(30) J. E. Stiglitz et M. Uy, « Financial markets, public policy and the East Asian miracle », *The World Bank research observer*, vol. 11, n° 2, august 1996.

Les Etats ont créé différents moyens de régulation des systèmes financiers en invitant les banques à mesurer les risques (31). Par ailleurs, les banques centrales supervisent dans la plupart des pays asiatiques les prêts accordés par les banques commerciales et découragent ainsi les prêts spéculatifs. Les pouvoirs publics diminuent la concurrence dans les systèmes financiers en protégeant les banques qui s'engagent dans des financements de secteurs stratégiques et en rendant difficile l'entrée sur ce marché, en particulier pour les banques étrangères. Les travaux néo-institutionnalistes ont également mis l'accent sur le rôle de l'Etat dans l'orientation des crédits vers les secteurs stratégiques ou, pour des raisons politiques et sociales, vers certaines

(31) J. E. Stiglitz, « The role of the state in financial markets », *Proceedings of the World Bank. Annual conference on development economics 1993*, Washington, 1994.

catégories de la population comme les paysans. Parmi les secteurs qui ont profité des politiques de soutien financier de l'Etat au Japon et en Corée, on souligne la sidérurgie, l'industrie lourde, la construction navale et l'industrie chimique.

Les systèmes financiers dans les pays asiatiques ont cherché surtout à développer et à accroître l'épargne. Cette épargne, soulignent les néo-institutionnalistes, assure le financement des investissements productifs et alimente par conséquent les dynamiques de croissance (32). De son côté, la croissance économique permet un accroissement de l'épargne, ce qui élargit les nouvelles dynamiques d'accumulation. Ainsi se met en place un cercle vertueux de la croissance qui prend ses origines dans la mobilisation de l'épargne. De ce point de vue, les néo-institutionnalistes encouragent les gouvernements dans le Tiers-Monde à développer les structures de mobilisation de l'épargne afin d'accroître l'investissement et de relancer la croissance.

D'une manière générale, les néo-institutionnalistes insistent sur le rôle joué par les différentes institutions et, plus particulièrement, par l'Etat dans les expériences asiatiques à travers la correction des imperfections du marché. Ces expériences doivent inspirer, selon J. Stiglitz, les différents pays du Sud pour renouveler leurs perceptions de l'Etat et de son rôle dans le développement (33).

D'autres auteurs, à la suite de J. Stiglitz, vont confirmer l'interventionnisme étatique en matière de financement du développement en Asie et l'existence, par conséquent, d'un paradigme alternatif à celui qui a dominé l'Afrique sur cette question.

### 3.2. Interventionnisme étatique et financement du développement en Asie

D'autres auteurs reviennent sur l'hypothèse de l'intervention de l'Etat en Asie pour montrer qu'elle cherche à assurer aux firmes des niveaux élevés de profit afin d'encourager l'épargne et l'investissement (34). Ces auteurs mettent l'accent sur le rôle du profit et de l'investissement dans l'analyse des dynamiques de croissance en Asie. Ils précisent que les niveaux d'investissement élevés ont joué un rôle important dans les dynamiques de croissance dans les pays asiatiques. Ces investissements s'expliquent par des taux d'épargne importants qui proviennent de l'accroissement du profit et de la croissance. Dans ce cadre, l'Etat a joué un rôle important, selon ces auteurs, en créant des rentes de situation pour les grands groupes et en leur assurant les conditions d'un profit supérieur à celui que peut assurer un marché libre.

Cette hypothèse suppose que la part du profit, de l'épargne et des investissements par rapport au PIB est plus importante dans les pays asiatiques que dans d'autres pays sous-développés (35). Par ailleurs, cette hypothèse peut avoir des conséquences importantes sur les stratégies de

(32) J. E. Stiglitz et M. Uy, *op. cit.*

(33) J. E. Stiglitz, « The role of government in development economics », in M. Bruno et B. Pelskovic (editors), *Annual World Bank conference on development economics 1996*, The World Bank, Washington, 1997.

(34) Y. Akyüz et C. Gore, *The investments-profits nexus in East-Asian industrialization*, UNCTAD, Discussion papers, n° 91, october 1994.

(35) A. Singh, *Savings, investment and the*



développement. En effet, les nouvelles règles de l'OMC interdisent les interventions étatiques en matière industrielle ou commerciale. Les Etats ne peuvent plus intervenir pour soutenir le développement de certains secteurs stratégiques comme l'ont fait les pays asiatiques pendant plusieurs décennies. Par ailleurs, les Etats n'ont plus la possibilité de soutenir leurs exportations ni de limiter ou d'appliquer des droits de douane élevés sur leurs importations. Ces nouvelles restrictions sont de nature à réduire les marges de manœuvre des pays sous-développés. Cependant, les accords de l'OMC n'interdisent pas l'intervention de l'Etat en faveur des entreprises en matière fiscale ni sur l'épargne ou sur l'investissement. De ce point de vue, l'action de l'Etat sur le profit et l'épargne permet de contourner les accords de l'OMC et assure une intervention en faveur des entreprises pour les aider à construire et à renforcer leur compétitivité.

Cependant cette grille de lecture est contestée par l'examen des expériences asiatiques et une étude comparative entre ces économies et d'autres économies. En effet, si on examine les rapports au sein de l'économie japonaise, l'enchaînement investissement-profit-épargne durant la période allant de 1950 à 1973, on ne peut que confirmer l'hypothèse défendue par ces auteurs. En effet, durant cette période, l'intervention de l'Etat a permis aux entreprises de dégager des profits et une épargne élevée, ce qui leur a permis d'effectuer des investissements importants. Cependant, les études macro-économiques ont démontré que les taux de profit et les marges des entreprises japonaises sont moins importantes que celles des entreprises américaines, même si les taux d'investissement sont plus importants (36). Par ailleurs, si on examine le cas coréen, on constate que les profits vont baisser à partir de 1978 alors que les investissements continuent à augmenter (37).

Les expériences d'autres pays en développement, en particulier ceux d'Amérique latine, ont démontré que la hausse des profits et de l'épargne des entreprises n'entraînent pas nécessairement la hausse des investissements. En effet, durant les années quatre-vingt, les grandes entreprises en Amérique latine ont enregistré, suite à des restructurations importantes, de fortes hausses de leurs profits et de leur épargne. Cependant, ce surplus d'épargne, dans un contexte d'incertitude et du fait de la libéralisation financière, s'est orienté essentiellement vers les marchés financiers aux dépens de la sphère productive (38).

Mais plus fondamentalement, ces analyses minimisent le rôle joué par les systèmes bancaires dans les différents pays asiatiques dans le financement des dynamiques de croissance. En effet, cette hypothèse suppose que les entreprises ont effectué ces investissements sur leurs fonds propres. Or, différentes études ont démontré le rôle important joué par le système bancaire dans le financement des investissements des entreprises japonaises. En effet, K. Kojima estime que la part des crédits bancaires, entre 1966 et 1970, dans le financement des activités japonaises est de 49 % du total des

*corporation in the East-Asian miracle*, UNCTAD, Geneva, march 1996.

(36) M. Blaine, « Profitability and competitiveness : lessons from Japanese and American firms in the 1980's », *California management review*, n° 36, 1993.

(37) A. Singh, *op. cit.*

(38) Voir G. Palma, *Whatever happened to Latin America's savings ? Comparing Latin American and East Asian savings performances*, UNCTAD, Geneva, march 1996.

(39) K. Kojima, *An international perspective on japanese corporate finance*, RIEB Kobe University discussion paper, n° 45, march 1995, cité par A. Singh, *op. cit.*

investissements, alors qu'elle est de 12,4 % aux Etats-Unis, de 20,3 % en Angleterre, de 29,6 % en Allemagne et de 27,4 % en France (39). Entre 1970 et 1989, alors que la part des financements internes dans les principaux pays développés représentait plus de 60 % du financement total, elle n'était que de 40 % au Japon et de 30 % en Corée. La part du financement bancaire dans ces investissements au Japon s'explique par les rapports étroits existants entre les entreprises et les banques permettant à ces dernières de détenir une partie du capital des entreprises. En Corée, les banques appartiennent à l'Etat et inscrivent, par conséquent, leurs politiques de financement des entreprises dans ses orientations générales de développement.

En définitive, il apparaît que si le soutien des Etats aux entreprises leur a permis de dégager des profits plus importants et les a amenés à avoir une politique dynamique en matière d'investissement, il est difficile de mettre l'enchaînement profit-épargne-investissement au centre des dynamiques de croissance observées. En effet, plusieurs autres facteurs ont joué un rôle important dans les expériences des pays asiatiques. Ces auteurs ont mis l'accent sur le rôle de l'Etat dans la régulation des prix ou dans l'organisation de la concurrence. D'autres ont souligné également la place des processus de maîtrise et d'apprentissage technologique dans ces "succès". Ces différentes analyses remettent en cause le modèle de base de la micro-économie walrassienne en insistant sur le poids des interventions étatiques dans les expériences de développement.

## **VI. Financement du développement et dynamiques de croissance**

L'examen comparatif des expériences africaines et asiatiques d'avant la crise en matière de financement du développement nous a permis de mettre en exergue l'incapacité des réformes sur notre continent de soutenir les dynamiques de croissance. Or, au même moment, l'interventionnisme étatique dans le secteur financier a favorisé en Asie l'accélération de la croissance et l'accroissement de la compétitivité de ces économies. Sur la base de cet examen comparatif, il est possible de formuler quelques hypothèses sur la question du financement du développement sur le continent.

Cette réflexion est d'autant plus nécessaire que l'Afrique fait l'objet depuis deux ans d'un intérêt renouvelé de la part des pays développés. La communauté internationale s'est rendue à l'évidence que l'instabilité en Afrique et la marginalisation du continent peuvent avoir des effets déstabilisateurs sur l'ordre international. Or, dans la plupart des projets, l'idée centrale est d'accélérer l'intégration de l'Afrique dans le mouvement de mondialisation de l'économie. Cette intégration devrait se faire par le biais d'une plus grande ouverture de ces économies. Or, le fonctionnement des tendances naturelles du marché s'est traduit par une plus grande

marginalisation de l'Afrique et une réactualisation de l'insertion rentière héritée de la période coloniale.

C'est dans ce contexte que nous cherchons dans cette section à présenter quelques éléments de réflexion sur la question du financement du développement en Afrique. Mais cette discussion ne doit pas se faire sans une réflexion sur la question du développement du continent. De ce point de vue, la question du financement est fortement liée et connectée à la vision du développement. L'objet de cette section n'est pas de définir une stratégie de développement mais de proposer des pistes de réflexion afin de relancer le débat sur de nouvelles pratiques en matière de développement et sur son financement. En effet, un large consensus a émergé aujourd'hui dans le débat sur le développement pour dépasser le consensus de Washington et renouveler les présupposés théoriques et politiques des stratégies de développement (40).

R. Ricupero, Secrétaire Général de la CNUCED, indiquait dans la préface d'un rapport sur les pays les moins avancés « qu'on observe déjà les prémices de ce que l'on a appelé de plus en plus le consensus de l'après-Washington sur la politique de développement économique. Ce nouveau consensus traduit une meilleure compréhension des limites des forces du marché et de ce qu'il faudrait faire pour que les marchés fonctionnent mieux. La pierre angulaire du consensus de Washington, qui a dominé la théorie et la pratique en matière de développement pendant une bonne partie des années quatre-vingt et des années quatre-vingt-dix, était de croire que de bons résultats économiques dépendaient de la libéralisation des marchés et d'une correction des prix. Une fois ces réformes mises en place, on pourrait compter sur les marchés privés pour répartir les ressources au mieux et assurer une robuste croissance économique. Or, on reconnaît de plus en plus aujourd'hui que les orientations prescrites étaient incomplètes et risquaient de nuire à l'avènement d'une croissance économique durable et réductrice de pauvreté dans les pays en développement et les pays les moins avancés (41) ».

Cette section s'inscrit dans les voies de réflexion ouvertes pour définir de nouvelles pratiques de développement. Dans cette perspective, deux questions nous paraissent d'une grande importance. D'un côté, il est nécessaire de formuler une vision stratégique sur l'avenir du développement en Afrique. D'un autre côté, le développement doit être appuyé par des stratégies de financement efficaces.

### 4.1. Une vision stratégique

Une des premières leçons à retenir des expériences passées du développement est la nécessité d'une vision stratégique et à long terme. Cette vision du futur est d'autant plus importante qu'elle prend place dans un contexte de crise caractérisé par une forte incertitude sur l'avenir. Cette vision permet aux pouvoirs d'intervenir en faveur d'activités industrielles par rapport à d'autres en termes d'investissements, de subventions ou d'appuis institutionnels. Cette vision stratégique du futur doit permettre aux pouvoirs

(40) Voir les deux contributions importantes de J. Stiglitz sur cette question, J. Stiglitz, *More instruments and broader goals : moving toward the post-Washington consensus*, WIDER, Helsinki, 1988 ; J. Stiglitz, *Towards a new paradigm for development : strategies, policies and processes*, UNCTAD, Genève, 1998.

(41) R. Ricupero, « Introduction », in *les Pays les moins avancés, Rapport 1998*, CNUCED, Nations-Unies, Genève, 1998.

en place d'effectuer des arbitrages nécessaires au développement et à la construction des dynamiques de croissance compétitives.

Mais le secteur stratégique n'est pas le même selon les périodes et l'histoire du développement économique. Cette notion fluctue selon la dynamique d'accumulation. Ainsi, le secteur stratégique pour un NPI de première génération, les composants électroniques, ne l'est pas pour un NPI de la seconde génération où la maîtrise des secteurs électroniques grand public est plus importante. Pour les pays africains, les secteurs d'outillage agricole nécessaire à la modernisation et à l'intensification de l'agriculture ont un rôle beaucoup plus stratégique que dans d'autres pays sous-développés. L'intervention et l'appui de l'Etat dans ce domaine prennent un caractère pragmatique et répondent aux besoins concrets des dynamiques de croissance, de leur durabilité et de leur cohérence. Ainsi, l'intervention étatique et l'appui apportés par les gouvernements ne doivent pas trouver leurs fondements dans des grilles théoriques. En effet, cet appui peut être déséquilibrée en ne s'orientant pas avec la même intensité vers tous les secteurs. Par ailleurs, cette intervention ne doit pas s'orienter vers des secteurs considérés *a priori* comme stratégiques.

La vision stratégique de l'avenir exige *une plus grande articulation entre le marché externe et le marché interne dans les dynamiques de croissance*. En effet, la plupart des économies qui ont réussi à construire des dynamiques de croissance compétitives ont cherché à maintenir une articulation forte entre les facteurs internes de la croissance, et plus particulièrement la demande interne, et le recours au marché international. De ce point de vue, l'expérience coréenne illustre cette volonté d'articuler les sources internes et externes de croissance. L'expérience coréenne a débuté par une stratégie d'import-substitution à partir de la fin des années cinquante. Ce choix sera renforcé, à la fin des années soixante, par une option de promotion des exportations afin de résorber les déséquilibres apparus avec l'import-substitution. Or, à partir de 1973, le développement coréen sera réorienté vers la demande interne avec la construction de capacités importantes dans les produits de base et intermédiaires (sidérurgie, chimie et pétrochimie) (42). L'essoufflement de ces dynamiques de croissance sera à la base d'un renforcement, à partir de la fin des années soixante-dix et surtout dans les années quatre-vingt, d'une nouvelle stratégie de promotion des exportations orientées vers les produits intensifs en nouvelles technologies comme les composants électroniques.

Cette articulation du national et de l'international dans la structuration des dynamiques de croissance est importante car elle réduit la dépendance des pays sous-développés vers les marchés internationaux et permet de trouver de nouveaux fondements à la croissance suite à la dépression de ces marchés. L'expérience des pays africains est de ce point de vue assez significative des conséquences d'une forte dépendance des dynamiques de croissance des cours mondiaux des produits de base. Dans cette perspective, la croissance

(42) R. Bénabou,  
« La Corée du Sud ou  
l'industrialisation  
planifiée », *Economie et  
prospective internationale*,  
n° 10, 1982.

sera rythmée par les fluctuations des cours mondiaux sans que les pays africains disposent de marges de manœuvre afin de modérer les effets récessifs d'une forte baisse de ces cours. Mais, la coexistence de ces deux tendances exige une politique spécifique au niveau de la répartition qui ne conçoit pas le salaire seulement comme un coût qu'il faut impérativement diminuer, mais également un élément important dans la formation de la demande interne.

Par ailleurs, le développement d'une vision stratégique du développement permet aux pouvoirs publics d'assurer *la gestion des transitions d'un type d'insertion internationale à un autre*. Au Japon, par exemple, les entreprises ont opéré avec l'appui de l'Etat une transition à la fin des années soixante d'une insertion basée sur des produits intensifs en travail à une insertion basée sur des produits intensifs en technologie. Les NPI de la première génération ont également disposé d'un appui important de la part des gouvernements pour gérer cette transition à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt. Aujourd'hui, les NPI de la seconde génération sont confrontés avec acuité à cette question.

A ce niveau, il faut souligner que le soutien de l'Etat aux entreprises est important pour leur permettre d'effectuer cette transition. L'aide de l'Etat peut prendre plusieurs formes dont les aides directes et les différents types de subventions et de financement à ces entreprises. Par ailleurs, l'Etat peut aider cette transition en décourageant la concurrence interne dans les nouvelles industries et en les protégeant de la concurrence internationale (43). L'Etat joue également un rôle fondamental dans cette transition en développant les ressources humaines nécessaires à la maîtrise des activités intensives en technologie à travers le développement de l'éducation, de la formation et de l'accès aux nouvelles technologies. Certaines économies africaines, comme la Tunisie ou l'Ile Maurice, qui ont bâti leurs dynamiques de croissance sur les exportations intensives en travail, rencontrent aujourd'hui de grandes difficultés pour opérer cette transition et construire une compétitivité dans les exportations de produits intensifs en nouvelles technologies à cause de la faiblesse de leurs ressources humaines. Dans ces pays, on enregistre de plus en plus un blocage des investissements productifs et leur orientation vers le secteur immobilier et les placements financiers.

La transition d'un type d'insertion internationale à un autre plus intensif en capital est aujourd'hui au centre de l'essoufflement des dynamiques de croissance des pays qui ont, dès le début des années soixante-dix, fait le choix du développement d'un secteur exportateur de produits intensifs en main-d'œuvre et se sont inscrits dans le mouvement de délocalisation de ces activités par les pays développés. Cet échec est d'autant plus important que certains secteurs, forts des progrès de productivité liés au changement technique, ont opéré à partir du début des années quatre-vingt-dix une relocalisation de leurs activités et un retour vers les pays développés pour se rapprocher des marchés (44).

(43) A. Sing, *Saving, investment and the corporation in the East-Asian miracle*, UNCTAD, Geneva, march 1996.

(44) Voir H. Ben

Hammouda, « Crise, ajustement et atomisation sociale dans le monde arabe », in S. Amin, H. Ben Hammouda et B. Founou, *Afrique et monde arabe*, L'Harmattan, Paris, 1995.

(45) Voir pour le cas de la Tunisie, H. Ben Hammouda, *Tunisie : ajustement et difficulté de l'insertion internationale*, L'Harmattan, Paris, 1995.

(46) A. Sing, *op. cit.*

Devant cet échec, certains pays, comme le Chili, ont abandonné le projet d'une insertion plus dynamique basée sur les exportations de produits à fort contenu technologique et sont revenus à une insertion plus traditionnelle dans les exportations de matières premières. D'autres cherchent à rationaliser et restructurer les activités intensives en travail sans mettre en place une stratégie de transition (45). Plusieurs facteurs expliquent la difficulté de cette transition dont l'appui de l'Etat et l'existence de ressources humaines qualifiées pour maîtriser les nouvelles technologies. Par ailleurs, il faut également mentionner l'attitude rentière des entreprises dans certains pays du Tiers-Monde qui refusent de prendre des risques en investissant de nouveaux secteurs. La rentabilité de ces investissements n'est pas certaine, et elle est à plus long terme que celle des secteurs intensifs en travail. Dans ce contexte, ces entreprises choisissent de continuer à exploiter les niches traditionnelles d'insertion qui leur procurent une rentabilité immédiate. De ce point de vue, l'expérience asiatique est intéressante car les pouvoirs publics ont réussi à inciter les grands groupes à investir de nouvelles spécialisations. Les pouvoirs publics ont encouragé la concurrence internationale et nationale dans les secteurs parvenus à maturité et leur ont diminué leur appui (46). Par ailleurs, ces gouvernements ont réussi à créer de nouvelles "rentes" ou conditions de valorisation du capital dans les nouveaux secteurs.

Ainsi, cette vision stratégique en matière de choix des secteurs, de l'articulation du national de l'international et de la transition de secteurs, compte tenu des besoins en matière de croissance, sont des questions centrales dans le débat sur les dynamiques de croissance dans les économies africaines. Mais ces nouveaux questionnements en matière de développement exigent la mise en place de stratégies adéquates en matière de financement du développement.

## 4.2. Quelques leçons pour l'Afrique

Le financement du développement reste aujourd'hui une question centrale dans une stratégie de développement en Afrique. Cette question est d'autant plus importante que le consensus de Washington a introduit, avec l'appui des théories de la répression financière de Gurley et Shaw, les thèmes de la rentabilité immédiate dans le financement bancaire dans la plupart des pays africains. Ces théories reprennent les thèmes de la faiblesse de l'épargne formelle et la nécessité de la mobiliser à travers des politiques de taux d'intérêt élevés. Ces choix de politique monétaire assureraient un meilleur arbitrage et une meilleure répartition des ressources rares des économies africaines.

Ces critiques sont d'autant plus importantes que dans la plupart des pays africains les banques, essentiellement publiques, ont pratiqué des politiques de taux d'intérêt faible, voire des taux réels négatifs pour encourager l'investissement productif. Or, force est aujourd'hui de



constater que ces politiques de financement du développement n'ont pas eu les effets escomptés. En effet, dans les économies africaines, cette politique n'a pas stimulé les entreprises qui se sont recroquevillées sur leurs activités traditionnelles en dépit de l'amélioration de leur rentabilité.

Là également, une étude comparative avec les pays asiatiques est nécessaire. Tous les observateurs s'accordent à reconnaître le rôle important joué par le financement dans les dynamiques de croissance en Asie. A ce niveau, J. Stiglitz souligne que les Etats asiatiques sont intervenus d'une manière intensive dans le fonctionnement de leurs systèmes financiers (47). Les pouvoirs publics ont aidé, dans la plupart des pays asiatiques, à la création de systèmes financiers et d'institutions financières, à la régulation de leur fonctionnement et à donner la priorité aux firmes pour accéder aux financements.

Cependant, si la place du financement est affirmée, les auteurs divergent sur les mécanismes et les moyens de financement dans les pays asiatiques. En effet, pour la Banque mondiale, la croissance économique a permis un accroissement rapide de l'épargne qui était à l'origine de l'accélération du crédit et de l'investissement des entreprises (48). D'autres auteurs mettent l'accent sur la place du profit dans le financement de l'accumulation dans les pays asiatiques (49). Dans cette thèse, les gouvernements asiatiques ont créé les conditions d'un accroissement rapide des profits pour leurs entreprises, ce qui leur a permis d'auto-financer leurs investissements.

Ces deux thèses ont fait l'objet d'une série de critiques (50). Plus particulièrement, les thèses de la Banque mondiale qui mettent l'accent sur l'épargne préalable et celles de la CNUCED qui privilégient l'auto-financement minimisent le rôle du financement bancaire et, plus particulièrement, de la création monétaire dans les dynamiques de croissance économique dans les pays asiatiques. Or, si on examine la structure du financement, on constate le rôle fondamental joué par les banques dans ces expériences.

La part du financement bancaire a certes diminué au Japon, passant à 34,5 % du total des financements en 1989, mais elle est restée nettement supérieure à celle des autres pays développés. Par ailleurs, la part de l'autofinancement se situe au niveau de 40 % du total des financements, mais elle est nettement inférieure à celle des autres pays développés qui se situe au niveau de 60 % du total pour la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Allemagne (51). Ces éléments nous permettent de saisir le rôle primordial joué par les banques dans le financement des entreprises japonaises en dépit de leurs hauts niveaux d'auto-financement. Ces différences s'expliquent par les rapports privilégiés entretenus entre les banques et les différents groupes au Japon, permettant aux banques de détenir des parts des capitaux des plus importants Keiretsu. Par ailleurs, on a constaté dans les années soixante-dix une progression des crédits bancaires pour le financement des entreprises dans les autres pays développés qui s'explique par l'émergence des tensions inflationnistes durant cette période, entraînant une baisse des taux d'intérêt.

(47) J. E. Stiglitz et M. Uy, *Financial markets, public policy and the East-Asian miracle*, The World Bank research observer, vol. 11, n° 2, august 1996.

(48) World Bank, *The East Asian miracle. Economic growth and public policy*, Oxford University Press, Oxford, 1993.

(49) Voir UNCTAD, *UNCTAD Secretariat report to the conference on East Asian development : lessons for a new global environment*, Geneva, february 1996 ; Y. Akyüz et C. Gore, *op. cit.*

(50) Voir G. Palma, *Whatever happened to Latin America's savings ? Comparing Latin American and East Asian savings performances*, UNCTAD, Geneva, march 1996 ; A. Singh, *op. cit.*

(51) A. Singh, *op. cit.*

(52) M. Lanza-rotti,  
*op. cit.*

Cette même tendance s'observe également en Corée où le système bancaire joue un rôle dynamique dans la croissance. En effet, la part du crédit dans le financement total de l'économie est passée de 29 % entre 1963 et 1964 à 38,9 % entre 1975 et 1979 (52). La part des fonds propres a nettement diminué, passant de 51,2 % à 26,7% du total durant la même période. Cette structure de financement montre le rôle joué par le système bancaire dans les dynamiques de croissance.

Mais plus que les financements bancaires, l'expérience asiatique est caractérisée par les faibles taux d'intérêt appliqués par les banques sur les crédits accordés à l'économie. En effet, la plupart des gouvernements asiatiques a organisé une "répression financière" afin de maintenir des faibles taux d'intérêt et faciliter ainsi l'accès des entreprises aux investissements. Cette politique de crédit s'explique par les rapports étroits entretenus entre les banques et les groupes industriels au Japon. En Corée, la politique de crédit s'explique par le rôle primordial du secteur étatique en matière de financement. Or, même si les banques ont accordé des crédits à des taux faibles, elles ont pu protéger leur rentabilité. La Banque centrale a favorisé cette politique de crédit en pratiquant des politiques de réescompte relativement larges, notamment pour les crédits à l'exportation et les effets de commerce.

Plusieurs différences existent en matière de financement bancaire et de contrôle des taux d'intérêt entre les pays asiatiques et les pays africains. Mais le caractère spécifique de la politique de crédit en Asie et son orientation vers des secteurs déterminés ont joué un rôle important dans l'attitude des entreprises asiatiques et dans l'orientation de leurs activités. En effet, la plupart des pays africains n'avaient pas défini de priorités dans l'octroi des crédits et avaient généralisé à l'ensemble des secteurs économiques les faibles taux d'intérêt. Au contraire, en Asie, les pouvoirs publics avaient défini une politique sélective et préférentielle des taux d'intérêt. Les taux d'intérêt bas étaient essentiellement orientés vers des secteurs stratégiques dont le développement exige l'amélioration de leurs conditions de rentabilité. Or, dans les économies africaines, la politique généralisée de faibles taux d'intérêt ne pouvait qu'accroître la rentabilité de secteurs qui l'étaient déjà et encourager ainsi le comportement rentier des entreprises.

Dans les pays asiatiques, les pouvoirs publics ont pratiqué des politiques de crédit destinées à certains secteurs prioritaires. En effet, le crédit était orienté essentiellement vers les secteurs exportateurs et vers les industries de base comme la sidérurgie, l'industrie lourde, la construction navale, l'industrie chimique et l'électronique (53). Ce sont ces secteurs prioritaires qui jouissent des taux d'intérêts préférentiels. La différence entre les taux d'intérêts normaux et les taux d'intérêts préférentiels est relativement importante. En effet, si on prend le cas de la Corée, alors que le taux normal était respectivement de 19,5 % en 1967, de 13,4 % en 1971 et de 0,2 % en 1979, les taux préférentiels étaient durant les mêmes années

(53) J. E. Stiglitz et  
M. Uy, *op. cit.*

de - 0,5 %, de - 2,6 % et de - 9,8 %. Par ailleurs, l'importance des prêts préférentiels s'observe au niveau de leur part dans les prêts totaux qui se situent autour de 48 % entre 1971 et 1980 et de leur part dans les prêts bancaires représentant près de 46 % durant la même période. Ce sont les prêts en devises (avec 24 % du total), les prêts à l'exportation (avec 21 %), et les prêts pour l'industrie lourde et chimique qui dominent la structure des prêts préférentiels entre 1975 et 1980. Par ailleurs, on signale l'accroissement rapide de la part des crédits à l'exportation dont la part dans le crédit total est passée de 3 % à la fin des années soixante à 14 % à la fin des années soixante-dix. L'évolution de la part des crédits alloués à l'industrie chimique et l'industrie lourde a été plus importante durant la même période, passant de 15 % à 28 % du total.

Ces éléments nous permettent de saisir les différences entre les politiques de soutien au crédit en Asie et en Afrique. En effet, si cette politique a appuyé d'une manière indifférenciée les différents secteurs dans les pays africains, elle était dynamique et cherchait à soutenir les activités prioritaires dont la rentabilité est faible et où la concurrence internationale est plus forte en Asie. Par ailleurs, ces secteurs prioritaires ne sont définis pas de manière définitive. Au contraire, ils évoluent compte tenu de la vision stratégique du développement. Ainsi, si cette politique a favorisé les comportements rentiers dans certains pays africains, au contraire, elle a joué un rôle dynamique dans les pays asiatiques et a permis une plus grande diversification du tissu industriel et sa complexification.

Ces éléments soulignent aussi le rôle des pratiques de financement du développement aujourd'hui décrites dans les pays asiatiques. En effet, la politique de crédit a joué un rôle fondamental dans la structuration des dynamiques de croissance forte dans les années soixante et quatre-vingt. Or, la libéralisation des mécanismes de financement et, plus particulièrement, la possibilité ouverte aux grands groupes de recourir au financement international ont eu pour effet de déstabiliser rapidement ces dynamiques de croissance. Mais en dépit de ces limites, les expériences asiatiques doivent nous amener à réfléchir sur les stratégies de financement du développement. De ce point de vue, l'appui du financement bancaire aux dynamiques de croissance demeure un axe central d'une stratégie de développement. Ce financement ne doit pas chercher dans une épargne préalable et difficile à mobiliser ces ressources mais plutôt dans la création monétaire *ex-nihilo*. Cependant, ce financement ne doit pas s'adresser de manière uniforme à tous les secteurs mais doit, dans une stratégie de construction de dynamiques de croissance compétitives, s'adresser à certains secteurs compte tenu des priorités stratégiques de développement dans chaque économie.